



PRÉCARITÉ ET EXCLUSION : UN CAS BIEN RÉEL

Au mois de mars dernier, on a signalé à la Misericórdia de Paris une personne qui avait besoin d'aide matérielle. C'était une femme portugaise, proche de l'âge de la retraite. Elle demandait de l'aide pour sa mère de 82 ans qui vivait seule. Avec 510 euros par mois, elle devait payer un loyer de 360 euros, l'eau, le gaz, l'électricité et le téléphone. Il ne lui restait guère pour vivre. Sa fille l'aidait du mieux qu'elle pouvait, mais elle aussi se débattait avec des difficultés. C'est pourquoi elle cherchait quelqu'un pour aider sa mère.

Avec sa fille, nous avons préparé une première visite pour apporter des denrées alimentaires et faire un premier bilan, de manière à définir le type d'aide que l'on pouvait apporter de façon régulière. Malgré son âge avancé, nous avons rencontré une Dame pleine de vie, aimable, digne et faisant preuve d'un dynamisme incroyable. Mais lorsque nous avons abordé la question de l'aide et des denrées alimentaires, la réaction fut immédiate : *"Je n'ai pas besoin d'aide, Dieu merci. Je me porte bien et je n'ai rien demandé à personne"*.

Il a fallu que sa fille lui explique avec patience que ce fut elle qui avait fait la démarche de demander de l'aide, qu'il s'agissait d'une institution de solidarité sociale, la Misericórdia de Paris, comme celle qui existe dans la petite ville portugaise où elle est née. Finalement, cette Dame a reconnu qu'elle endurait bien des privations et que la solitude lui pesait, malgré les efforts de sa fille pour venir la visiter dès qu'elle pouvait. C'est avec émotion qu'elle remercia notre disponibilité.

Ce cas illustre parfaitement la tendance de bien des Portugais à dissimuler la pauvreté et leurs difficultés quotidiennes. Ils essaient souvent de résoudre eux-mêmes leurs problèmes. Mais lorsqu'ils n'y parviennent pas, ils font rarement appel aux services sociaux, aux administrations compétentes ou même aux institutions de solidarité. Ils en endurent les conséquences avec pudeur et, parfois, lorsque ces cas sont signalés, il est un peu tard pour un traitement social véritablement efficace.

Malheureusement, cette attitude rend difficile l'organisation de la solidarité auprès des Portugais en situation de privation et d'exclusion. Pour preuve, les résultats encore faibles lors des campagnes de 2008 et 2009 pour repérer ce genre de situations. Nous poursuivons d'ailleurs ce travail.

Ainsi, on se rend compte que, parmi les Portugais, le phénomène de la précarité, de la pauvreté et de l'exclusion sociale est à la fois mal connu et en constante progression, du fait de la grave crise socioéconomique mondiale et du vieillissement, associé à des faibles, voire de très faibles retraites d'un nombre de plus en plus élevé de personnes âgées.

Au-delà des cas de carence matérielle, il faut aussi prendre en considération et identifier tous ceux qui vivent isolés, sans aucune aide, et ont besoin de soutien moral et affectif. Il y a, sans aucun doute, bien plus de personnes dans ce cas de figure que dans une situation de besoin matériel, mais les réponses à ce fléau sont aujourd'hui pratiquement inexistantes.

En décembre 2002, la moyenne mensuelle des pensions de vieillesse versées aux retraités portugais qui sont restés en France était de 551,24 euros. Il n'y a pas eu, depuis, de changements de taille. Les résultats de l'enquête PRI indiquent que 29% des Portugais interrogés disposent de moins de 583 euros par mois (18,9% vivent avec moins de 383 euros et 1,1% ne perçoivent rien). En même temps, 35,4% affirment se sentir seuls (10,7% très fréquemment) et 46,2% connaissent des périodes de dépression (12,7% très fréquemment).